

31/05/2019

Point mensuel de conjoncture

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPERATION
DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION ET DES POLITIQUES ECONOMIQUES
DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ETUDES ECONOMIQUES



Avril 2019

Le point mensuel de conjoncture est publié au plus tard 30 jours après la fin du mois.
Il est disponible sur le site de la DPEE : www.dpee.sn

DPEE/DSC@ Mai 2019

CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE:**Révision à la baisse de la croissance économique du G20**

Au bout des quatre premiers mois de 2019, l'économie mondiale est toujours aux prises avec des difficultés.

Dans ses perspectives économiques mondiales de mai 2019, l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE) table désormais sur une croissance économique du G20 de 3,4% en 2019, en baisses respectives de 0,4 et 0,1 point de pourcentage par rapport à 2018 et aux prévisions de mars 2019. Cette contre-performance est en partie liée aux perturbations sur le commerce mondial et au ralentissement économique en Chine. D'ailleurs, l'institution n'anticipe plus qu'une croissance de 2,1% des échanges cette année, soit la plus faible progression depuis la crise financière de 2009. En Chine, la croissance économique devrait ralentir à 6,2% en 2019 après 6,6% en 2018, selon l'OCDE, en rapport avec les tensions commerciales avec les Etats-Unis.

S'agissant des Etats-Unis, les anticipations de croissance sont revues à la hausse (+0,2 point), à 2,8%, légèrement moins qu'en 2018 (+2,9%), à la faveur du dynamisme de l'activité durant le premier trimestre 2019. Toutefois, les indicateurs à court terme révèlent une nette dégradation de l'activité économique américaine au mois d'avril 2019. En glissement annuel, la production industrielle du pays n'a augmenté que de 0,9% en avril 2019, après 2,3% en mars et 2,7% en février. L'indice PMI composite (indicateur composite de l'activité globale) s'est également replié à 53 au mois d'avril, après 54,3 en mars. Dans la zone euro, les perspectives de croissance sont estimées à 1,2% en 2019 après 1,8% l'année précédente, en liaison avec le ralentissement des échanges internationaux, le Brexit et les tensions politiques. En avril 2019, l'indice PMI composite de la zone s'est établi à 51,5 après 51,6 en avril. Concernant les autres pays avancés de l'OCDE, les perspectives font également état d'un ralentissement de la croissance au Japon (+0,7% en 2019 après 0,8% en 2018) et au Royaume-Uni (+1,2% après 1,4%).

MARCHE FINANCIER ET MONETAIRE:**Maintien du statu quo pour les taux directeurs de la Fed et de la BCE**

Dans ce contexte économique teinté d'incertitudes, les attentes relatives au relèvement des taux directeurs de la Banque

centrale européen (BCE) et de la Réserve fédérale américaine

(Fed) sont assez faibles. D'ailleurs lors de sa dernière réunion d'avril 2019, la BCE a rappelé le report de la hausse de son taux directeur en 2020 au plus tôt. De même, lors de sa réunion de début mai, la Fed a maintenu ses taux directeurs dans une fourchette comprise entre 2,25% et 2,5%, jugeant l'inflation inférieure à l'objectif de 2% visé, malgré une progression soutenue de l'activité économique au premier trimestre 2019.

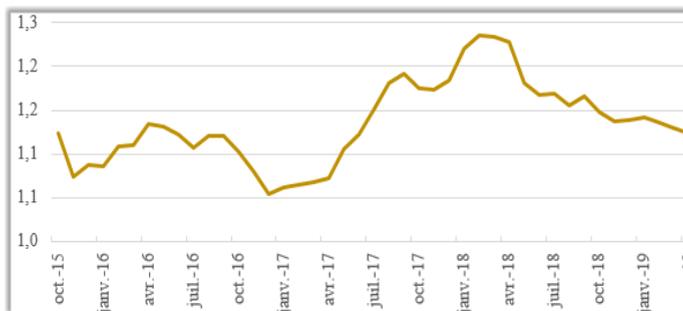
MARCHE DE CHANGE:**Dépréciation de l'euro face aux principales devises de références en avril 2019**

Sur le marché des changes, l'euro est toujours handicapé par le ralentisse-

ment de l'économie mondiale, particulièrement les échanges commerciaux, et la politique monétaire accommodante de la BCE. Sur les quatre premiers mois de 2019, la monnaie unique européenne a baissé par rapport aux principales devises de référence, en glissement annuel. En effet, elle a reculé face au dollar (-7,8%), au yen (-5,8%) et à la livre sterling (-1,2%). En rythme mensuel, l'euro a accentué sa baisse vis-à-vis du dollar (-0,6%) et du yen (-0,2%). Par contre, face au livre sterling, elle s'est appréciée de 0,4%.

S'agissant des devises des grands pays émergents, elles se sont, majoritairement, appréciées par rapport à l'euro en avril

2019. En variation mensuelle, l'euro a, en effet, reculé face au rouble russe (-1,3%), à la roupie indienne (-0,7%) et au yuan chinois (-0,5%). Vis-à-vis du réal brésilien, la monnaie unique européenne s'est par contre appréciée de 0,9%.

Graphique 1: Evolution du cours de l'euro par rapport au dollar

Source: Banque de France

INFLATION:**Hausse de l'inflation annuelle en avril 2019**

S'agissant de l'inflation annuelle, elle a crû en avril 2019 dans les pays avancés, alimentée par l'accélération

des prix de l'énergie. Dans les pays anglo-saxons, elle est ressortie à 2% aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, après respectivement 1,9% et 1,8% en mars. De même, en zone euro, le rythme de hausse annuelle des prix à la consommation a augmenté au mois d'avril 2019 pour se situer à 1,7% après 1,4%

au mois précédent. Parmi les principales économies de la zone, l'inflation annuelle s'est consolidée en Allemagne (+2% après 1,3%), en France (+1,3% après 1,1%) et en Espagne (+1,5% après 1,3%). Au Japon, l'inflation est toujours faible, restant en dessous de 1% depuis octobre 2018. En avril 2019, elle a toutefois accéléré, se situant à 0,9% contre 0,5% en mars. Au niveau des économies émergentes, l'inflation annuelle s'est également orientée à la hausse en avril 2019, ressortant à 4,9% au Brésil et 2,5% en Chine après respectivement 4,6% et 2,3% en mars.

MARCHE DES MATIERES PREMIERES:**Consolidation de l'indice des prix des produits alimentaires de base en avril 2019**

Sur le marché des matières premières, les cours ont augmenté au mois d'avril 2019, en variation mensuelle. En effet, les produits énergétiques se sont renchérissés de 5,2%, du fait de la montée des prix du pétrole. Dans une moindre mesure, les cours des produits non énergétiques se sont raffermis de 0,3%, en liaison avec les produits agricoles (+0,2%), les fertilisants (+0,5%) et les métaux et

minéraux (+0,6%). En glissement annuel, les cours respectifs de l'énergie et des produits non énergétiques ont reculé de 2% et 7,5%.

Au plan alimentaire, l'indice des prix a enregistré une hausse mensuelle de 1,5%, porté par les produits laitiers (+5,2%), la viande (+3%), les huiles végétales (+0,9%) et le sucre (+0,8%). Les cours des céréales ont, pour leur part, reculé de 2,8% sur la période. Sur une base annuelle, les cours des produits alimentaires ont globalement baissé de 2,3% en avril 2019, en rapport avec les huiles végétales (-16,7%), les céréales (-5%), le sucre (-2%) et la viande (-0,8%). Par contre, les cours des produits laitiers se sont raffermis de 5,3% sur la période.

Tableau 1: Indice du cours des matières premières (base 100 en 2010)

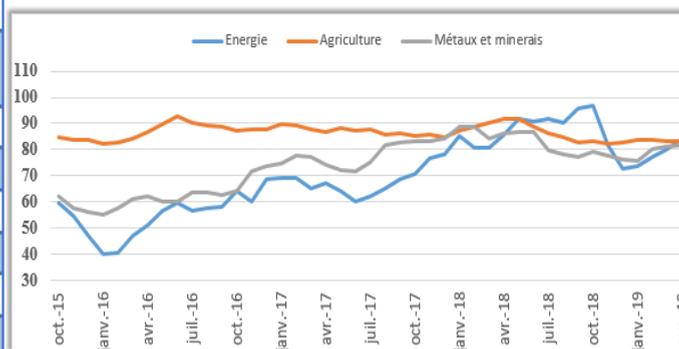
Indice	2018	2019		Variations	
	Avril (1)	Mars (2)	Avril (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
Produits alim	174,0	167,5	170,1	1,5%	-2,3%
Céréales	168,5	164,7	160,1	-2,8%	-5,0%
Huiles végétales	154,6	127,6	128,7	0,9%	-16,7%
Sucre	185,5	180,4	181,7	0,8%	-2,0%
viande	170,4	164,1	169,1	3,0%	-0,8%
Produits laitiers	204,1	204,3	215,0	5,2%	5,3%

Source: FAO, DPEE

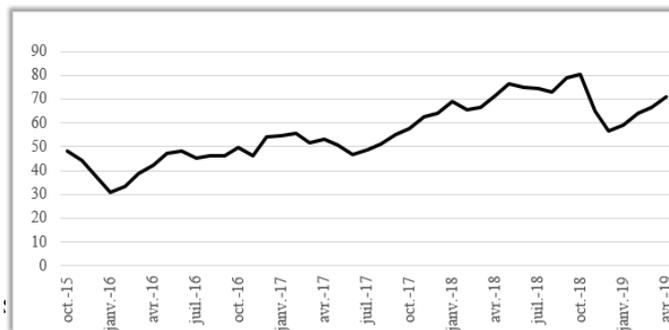
Accentuation de la hausse des cours du Brent en avril 2019

Sur le marché du pétrole, la hausse des cours s'est accentuée sur fond de montée des tensions entre les Etats-Unis et l'Iran, d'une part, et dans la région du Golfe, d'autre part. En avril 2019, le cours du Brent a progressé de 7,2% pour s'établir à 71,2 dollars le baril. Par contre, en glissement annuel, il a reculé, de 0,6% au mois d'avril et de 4,2% sur les quatre premiers mois de 2019.

Sur le marché du pétrole, la hausse des cours s'est accentuée sur fond de montée des tensions entre les Etats-Unis et l'Iran, d'une part, et dans la région du Golfe, d'autre part.

Graphique 2: Evolution de l'indice des prix des produits alimentaires de base (base 100 = 2002-2004)

Source: FAO, DPEE

Graphique 3: Evolution des cours du pétrole Brent (\$/bbl)

Source: Banque Mondiale, DPEE

ACTIVITE ECONOMIQUE INTERNE:**Consolidation de l'activité en avril 2019**

Au mois d'avril 2019, l'activité économique interne (hors agriculture et sylviculture) s'est consolidée de 1,5%, en rythme mensuel. Cette évolution est essentiellement attribuable à l'administration publique (+4,3%) et au secteur primaire (+11,4%). Pour sa part, le secondaire s'est légèrement replié (-0,8%) sur la période.

En glissement annuel, une croissance de 9,6% de l'activité économique hors agriculture et sylviculture est enregistrée, en avril 2019, à la faveur d'une bonne évolution d'ensemble du tertiaire (+8,4%), de l'administration publique (+14,4%), du secondaire (+7,0%) et du primaire (+15,6%).

Au mois d'avril 2019, l'activité économique interne (hors agriculture et sylviculture) s'est consolidée de 1,5%, en rythme mensuel.

Tableau 2: Indice Général d'Activité (IGA)

	Poids. 2018	2018	2019		Variations	
		Avril (1)	Mars (2)	Avril (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
Secteur Primaire	6,0%	120,9	125,5	139,8	11,4%	15,6%
Secteur Secondaire	26,0%	113,7	122,7	121,7	-0,8%	7,0%
Secteur Tertiaire	51,7%	86,5	93,5	93,8	0,2%	8,4%
Administration publique	16,4%	108,7	119,2	124,4	4,3%	14,4%
IGA (hors agriculture)	100%	99,3	107,2	108,8	1,5%	9,6%

Source: DPEE

SECTEUR PRIMAIRE (HORS AGRICULTURE):

Raffermissement de l'activité du primaire en avril 2019

En avril 2019, le secteur primaire (hors agriculture et sylviculture) s'est conforté de 11,4% en variation mensuelle.

Cette performance est attribuable aussi bien au sous-secteur de la pêche (+37,8%) qu'à celui de l'élevage (+1,8%).

Sur un an, le primaire s'est, également, consolidé (+15,6%), en avril 2019, simultanément porté par l'élevage (+10,2%) et la pêche (+28,5%).

Tableau 3: Indice Général d'Activité (IGA) dans le secteur primaire

SECTEURS	Pond (2017)	2018		2019		variation 2019	
		Avril. (1)	Mars. (2)	Avril. (3)	(3)/(2)	(3)/(1)	
PRIMAIRE (hors agriculture & sylviculture)	6,0	120,9	125,5	139,8	11,4%	15,6%	
Elevage		120,0	129,8	132,2	1,8%	10,2%	
Pêche		123,3	115,0	158,5	37,8%	28,5%	

Source: DPM, PAD, SOGAS,

SECTEUR SECONDAIRE:

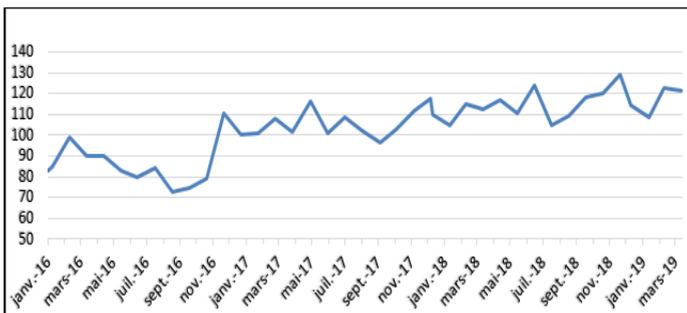
Repli de l'activité du secondaire en avril 2019

Au mois d'avril 2019, le secteur secondaire s'est replié de 0,8%, en variation mensuelle.

Ce résultat est, essentiellement, imputable aux contreperformances notées dans les activités extractives (-17,4%), la branche « filature, tissage et ennoblissement textile » (-17,7%), la construction (-3,5%), la fabrication de matériels de transport (-38,1%) et l'égrenage du coton (-52,6%). Par contre, la production agroalimentaire (+4,3%), le « travail du cuir et fabrication d'articles de voyage et de chaussures » et la fabrication de « papier-carton et d'articles en papier ou carton » (+46,1%) se sont bien comportés sur la période.

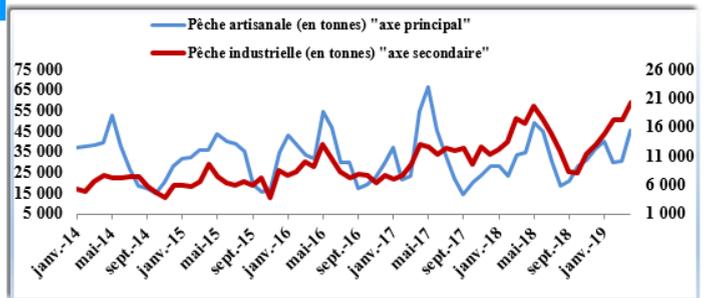
Sur un an, le secondaire a affiché une croissance de 7%, en avril 2019, à la faveur d'une bonne orientation de la fabrication de produits agroalimentaires (+29,4%), du « travail du cuir et fabrication d'articles de voyage et de chaussures » et de la construction (+7,9%). Cependant, de faibles résultats sont observés dans les activités extractives (-21,7%), de fabrication de matériels de transport (-61,6%), de « filature, tissage et ennoblissement textile » (-12,9%) et de « sciage et rabotage de bois » (-36,8%).

Graphique 5: Evolution de l'activité dans le secteur secondaire (base 100=2016)



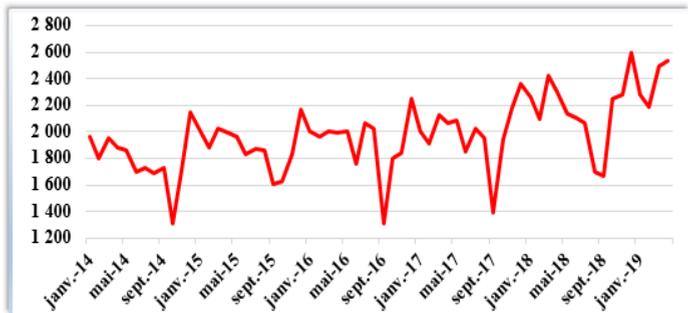
Source: DPEE

Graphique 4: Evolution dans le sous-secteur de la pêche (en tonnes)



Source: DPM, PAD, DPEE

Graphique 5: Evolution dans le sous-secteur de l'élevage (en tonnes)



Source: SOGAS, DPEE

Tableau 4: Indice Général d'Activité (IGA) dans le secondaire (base 100=2016)

SECTEURS	Pond (2017)	2018		2019		Variation (%)	
		Avril (1)	Mars (2)	Avril (3)	(3)/(2)	(3)/(1)	
Secteur Secondaire	26,0%	113,7	122,7	121,7	-0,8%	7,0%	
Activités extractives	3,0%	127,45	120,84	99,839	-17,4%	-21,7%	
Industrie (hors extractives)	17,6%	106,55	116,42	119,79	2,9%	12,4%	
Fabrication de produits agro-alimentaires	8,9%	108,87	135,03	140,88	4,3%	29,4%	
Raffinage du pétrole et cokéfaction	0,6%	103,48	96,41	95,727	-0,7%	-7,5%	
Fabrication de produits chimiques de base	0,3%	97,993	113,14	110,06	-2,7%	12,3%	
Fabrication de ciment et d'autres matériaux de construction	0,9%	115,26	114,18	109,03	-4,5%	-5,4%	
Production de l'égrenage du coton	0,0%	64,732	414,42	196,3	-52,6%	203,3%	
Production de la filature, du tissage et de l'ennoblissement textile	2,3%	88,012	93,141	76,694	-17,7%	-12,9%	
Travail du cuir; fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,1%	71,457	103,59	417,96	>100%	>100%	
Sciage et rabotage du bois	0,6%	103,59	63,091	65,521	3,9%	-36,8%	
Fabrication de papier cartons et d'articles en papier ou carton	0,3%	92,714	50,269	73,445	46,1%	-20,8%	
Fabrication de produits pharmaceutiques	0,1%	70,448	69,818	74,664	6,9%	6,0%	
Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	0,4%	78,503	107,14	107,11	0,0%	36,4%	
Travail du caoutchouc et du plastique	0,6%	97,135	104,65	109,55	4,7%	12,8%	
Production de métallurgie et de fonderie; fabrication d'ouvrage en métaux	0,8%	133,29	130,31	133,19	2,2%	-0,1%	
Fabrication de matériels de transport	0,4%	158,74	98,596	61,022	-38,1%	-61,6%	
Autres industries manufacturières	1,4%	112,4	84,427	97,453	15,4%	-13,3%	
Production et distribution d'électricité et de Gaz	1,3%	101,31	112,41	113,3	0,8%	11,8%	
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement des déchets	1,0%	104,34	115,99	111,42	-3,9%	6,8%	
Construction	3,1%	149,51	167,16	161,25	-3,5%	7,9%	

Source: DPEE

SECTEUR TERTIAIRE:**Bonne tenue de l'activité du tertiaire en avril 2019**

En avril 2019, le secteur tertiaire s'est raffermi de 0,2%, en variation mensuelle, principalement porté par les «activités financières et d'assurance» (+3,4%), le commerce (+0,6%) et les transports (+1,8%). Toutefois, les services d'«hébergement et restauration» (-4,8%), d'«information et communication» (-1,4%), «spécialisés, scientifiques et techniques» (-2%) et d'enseignement (-1,9%) se sont repliés sur la période.

Sur une base annuelle, un regain d'activité de 8,4% est noté en avril 2019, particulièrement soutenu par le commerce (+8,1%), l'enseignement (+22,4%) et les «activités financières et d'assurance» (+9,1%).

Tableau 5: Indice Général d'Activité dans le secteur tertiaire (base 100 = 2016)

	Poids. 2017	2018		2019		Variations	
		Avril. (1)	Mars. (2)	Avril. (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	
Secteur Tertiaire	51,7%	86,5	93,5	93,8	0,2%	8,4%	
Commerce	14,2%	113,5	121,9	122,6	0,6%	8,1%	
Transport	4,3%	108,2	118,9	121,1	1,8%	11,9%	
Hébergement et restauration	1,4%	139,1	162,3	154,6	-4,8%	11,2%	
Information et communication	5,2%	86,5	92,0	90,7	-1,4%	4,8%	
Télécommunications	4,2%	85,9	90,9	89,2	-1,9%	3,9%	
Autres Activités d'Information et de Communication	1,0%	89,1	96,5	96,8	0,3%	8,6%	
Activités financières et d'assurance	2,6%	112,5	118,7	122,7	3,4%	9,1%	
Activités immobilières	8,6%	34,8	37,0	37,2	0,4%	6,9%	
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	4,7%	75,7	84,5	82,8	-2,0%	9,4%	
Activités de services et de soutien et de Bureau	2,0%	125,3	131,6	132,2	0,4%	5,4%	
Enseignement	4,9%	26,5	33,0	32,4	-1,9%	22,4%	
Activités pour la santé	1,5%	110,5	110,3	110,6	0,2%	0,1%	
Activités artistiques, culturelles, sportives et récréatives	0,4%	119,1	116,1	137,8	18,7%	15,7%	
Autres services	1,8%	112,2	120,5	120,1	-0,4%	7,0%	

Source: DPEE

EMPLOI SALARIE DANS LE SECTEUR MODERNE:**Fléchissement de l'emploi salarié moderne en avril 2019**

En variation mensuelle, l'emploi salarié du secteur moderne a fléchi de 1,9%, à fin avril 2019, du fait, essentiellement, des pertes nettes d'effectifs notées dans le secondaire (-2,9%), notamment l'industrie (-3,2%). En outre, l'emploi salarié du tertiaire a reculé de 0,4%, sur la période, en liaison avec les services (-0,5%).

Sur un an, l'emploi salarié du secteur moderne a, en revanche, progressé de 7,4%, à fin avril 2019, simultanément porté par les secteurs secondaire (+8,2%) et tertiaire (+6,4%).

Tableau 6: Indice de l'emploi salarié dans le secteur moderne (base 100=2014)

BRANCHES	POIDS	2018		2019		Variations	
		Avr. (1)	Mars (2)	Avr. (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	
INDUSTRIES	453	117,9	132,2	128	-3,2%	8,6%	
BTP/CONSTRUCTION	66	119,7	127,2	126,4	-0,7%	5,6%	
SECONDAIRE	519	118,1	131,6	127,8	-2,9%	8,2%	
SERVICES	404	93	99,9	99,4	-0,5%	6,9%	
COMMERCE	77	120,2	125,8	125,5	-0,2%	4,4%	
TERTIAIRE	481	97,3	104	103,6	-0,4%	6,4%	
INDICE D'ENSEMBLE	1000	108,1	118,3	116,1	-1,9%	7,4%	

Source: DPEE

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES DANS LE SECONDAIRE ET LE TERTIAIRE

Au mois d'avril 2019, le climat des affaires s'est dégradé, en variation mensuelle. En effet, l'indicateur qui le synthétise, calculé sur la base des soldes d'opinion des chefs d'entreprises, a perdu 0,8 point et est resté en dessous de sa moyenne de long terme. Cette situation reflète les orientations défavorables respectives de l'opinion des entrepreneurs de BTP, des prestataires de services et des commerçants. Sur une base annuelle, l'indicateur de climat des affaires s'est bonifié de 1,4 point, en avril 2019.

Tableau 7: Indice du climat des affaires

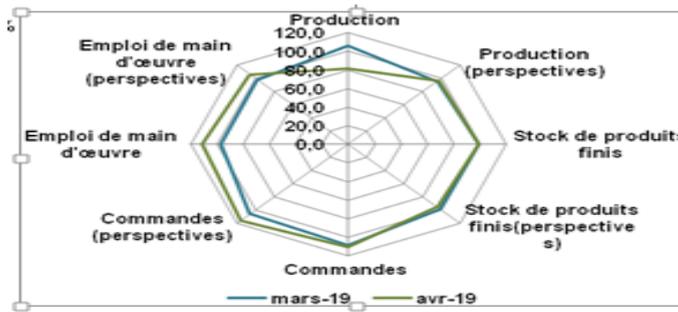
Climat des affaires	Moyenne de long terme	2018		2019		Variation	
		Avr. (1)	Mars. (2)	Avr. (3)	Mens. (3-2)	Gliss. (3-1)	
INDICATEUR SYNTHETIQUE	100	96,9	99,1	98,3	-0,8	1,4	
INDUSTRIE	100	96,7	100,9	102,5	1,6	5,8	
BTP	100	99,3	98,1	96,2	-1,9	-3,1	
SERVICES	100	96,7	99,3	98,5	-0,8	1,8	
COMMERCE	100	98,9	100,6	95,7	-4,8	-3,2	

Source: DPEE-Enquête mensuelle d'opinion sur la conjoncture

Dans l'industrie, les difficultés de recouvrement des créances (27%), la concurrence supposée déloyale (24%) et l'insuffisance de la demande (20%) sont majoritairement ressorties, des déclarations des industriels interrogés, comme entraves à l'activité. Néanmoins, le climat des affaires s'est bien orienté (+1,6

point) dans le sous-secteur, en rythme mensuel, à la faveur des opinions favorables des industriels sur l'emploi de main d'œuvre, les perspectives d'emploi de main d'œuvre et les perspectives de commandes.

Graphique 6: solde d'opinion en avril 2019 dans l'industrie



Source: DPEE

Concernant le sous-secteur des bâtiments et travaux publics, les contraintes les plus citées par les entrepreneurs interrogés sont les difficultés de recouvrement des créances (100%), la concurrence jugée déloyale (50%), la fiscalité (50%) et l'accès difficile au crédit (38%).

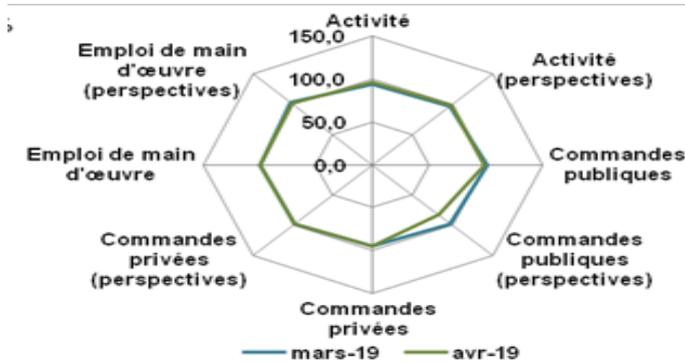
Graphique 7: Principales contraintes dans l'industrie en avril 2019



Source: DPEE

Au total, le climat des affaires s'est dégradé (-1,9 point) dans le sous-secteur, entre mars et avril 2019, sous l'effet de l'orientation particulièrement négative du solde d'opinion relatif aux perspectives de commandes publiques.

Graphique 8: solde d'opinion en avril 2019 dans les BTP



Source: DPEE

Au titre des services, les prestataires interrogés, en avril 2019, ont majoritairement évoqué la concurrence jugée déloyale (53%), les difficultés de recouvrement des créances (53%), la fiscalité (24%), l'accès difficile au crédit (12%) ainsi que la corruption et la fraude (12%) comme les principaux facteurs qui plombent le développement de l'activité.

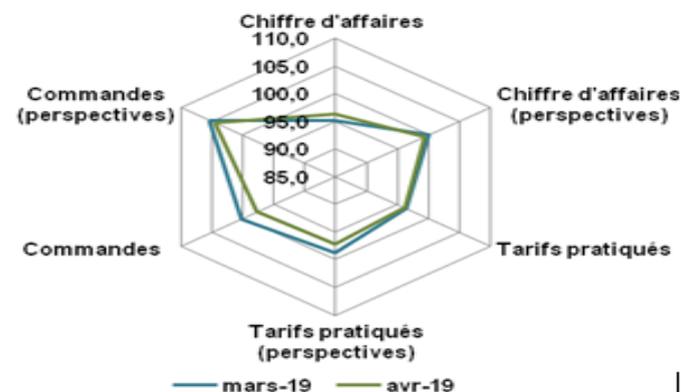
Graphique 9: Principales contraintes dans les BTP en avril 2019



Source: DPEE

Le climat conjoncturel s'est détérioré (-0,8 point) dans le sous-secteur, en rythme mensuel. En effet, les soldes d'opinion relatifs aux commandes et perspectives de tarifs se sont, particulièrement, mal orientés sur la période.

Graphique 10: solde d'opinion en avril 2019 dans les Services



Source: DPEE

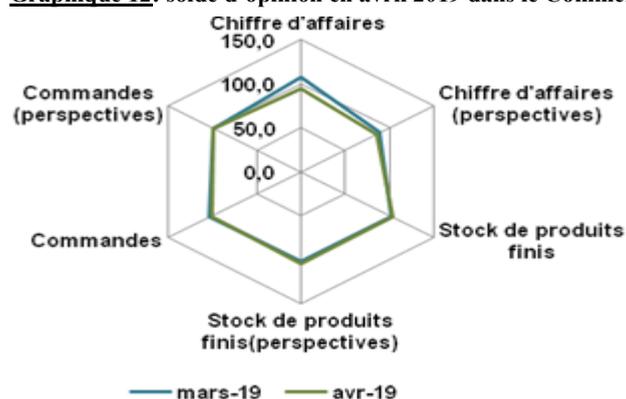
S'agissant du commerce, les difficultés de recouvrement des créances (71%), la concurrence supposée déloyale (57%), les difficultés d'approvisionnement (43%) et la fiscalité (43%) ont constitué les principaux facteurs qui ont entravé l'activité, selon les enquêtés.

Graphique 11: Principales contraintes dans les Services en avril 2019



Source: DPEE

En somme, le climat des affaires s'est dégradé (-4,8 points), en rythme mensuel pour se retrouver en dessous de son niveau de long terme, en liaison avec les orientations défavorables des soldes d'opinion respectifs relatifs au chiffre d'affaires et aux perspectives de chiffre d'affaires.

Graphique 12: solde d'opinion en avril 2019 dans le Commerce

Source: DPEE

Graphique 13: Principales contraintes dans le Commerce en avril 2019

Source: DPEE

PRIX A LA CONSOMMATION:**Hausse de l'indice des prix à la consommation en avril 2019**

En avril 2019, les prix à la consommation ont crû de 0,2% en rythme mensuel, principalement tirés par les « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+0,6%), notamment les céréales non transformées (+1,7%), la viande de bœuf (+0,6%) et l'huile (+2,5%).

Sur un an, une hausse de 0,8% du niveau général des prix à la consommation est notée en avril 2019, en liaison avec les fonctions « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (1,0%), « Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (+0,8%), « enseignement » (+2,3%) et « restaurants et hôtels » (+1,5%).

S'agissant de l'inflation sous-jacente (hors produits frais et énergétiques) du mois d'avril 2019, elle est respectivement ressortie à 0,3% et 1,1% en variation mensuelle et glissement annuel.

En termes d'origine, les prix des produits locaux ont augmenté de 0,4% tandis que ceux des produits importés ont reculé de 0,1% en rythme mensuel. Sur une base annuelle, les produits locaux et importés se sont respectivement renchéri de 0,9% et 0,7%, en avril 2019.

Tableau 8: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (Base 100 = 2008)

IHPC	Pond. 2014	2018		2019		VARIATION (%)	
		Avr. (1)	Mars. (2)	Avr. (3)	Mens. (3/2)	An. (3/1)	
Indice général	10000	102,5	103,1	103,4	0,2	0,8	
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	4964	106,5	106,9	107,5	0,6	1,0	
Céréales non transformées	1159	99,5	99,9	101,6	1,7	2,2	
Bœuf	268	117,9	124,3	125,1	0,6	6,1	
Poissons frais	423	147,5	146,4	143,1	-2,3	-3,0	
Lait	195	100,3	99,3	99,1	-0,2	-1,1	
Huiles	522	104,5	104,0	106,6	2,5	2,0	
Légumes frais en fruit ou racine	248	90,9	88,5	88,7	0,2	-2,4	
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	1204	97,6	98,3	98,3	0,0	0,7	
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	502	103,1	103,9	103,9	0,0	0,8	
Santé	353	105,7	106,2	105,9	-0,3	0,2	
Transports	563	98,0	98,2	98,4	0,2	0,4	
Enseignement	194	105,3	107,7	107,7	0,0	2,3	
Restaurants et Hôtels	376	102,2	103,4	103,7	0,3	1,5	
Biens et services divers	383	100,5	100,8	100,8	0,0	0,3	

Source: ANSD

TAUX DE CHANGE EFFECTIF REEL :**Gain de compétitivité au mois d'avril 2019**

Au mois d'avril 2019, la compétitivité-prix de l'économie sénégalaise s'est améliorée de 0,5%, en variation mensuelle, sous les effets conjugués du différentiel d'inflation favorable (-0,4%) et de la dépréciation du franc CFA par rapport aux monnaies des partenaires commerciaux (-0,1%). Relativement aux pays de l'UEMOA et de la zone Euro, des gains de compétitivité respectifs de 0,3% et 0,4% sont enregistrés par l'économie nationale, du fait des différentiels d'inflation favorables.

En glissement annuel, l'économie sénégalaise a enregistré des gains de compétitivité de 4,7% en avril 2019, grâce au différentiel d'inflation favorable (-3,3%) et à la dépréciation du franc CFA par rapport aux monnaies des pays partenaires (-1,4%).

La compétitivité-prix sur les quatre premiers mois de 2019 s'est, pour sa part, renforcée de 5,1% comparativement à la même période de l'année précédente, portée par un différentiel d'inflation favorable (-3,5%) et une dépréciation du franc CFA vis-à-vis des monnaies des principaux partenaires commerciaux (-1,6%).

Tableau 9: Taux de change Effectif Réel (Base 100 = 2005)

Compétitivité	2018		2019		Variation	
	Avr. (1)	Mars. (2)	Avr. (3)	Mens. (3/2)	Gliss. (3/1)	cumul 04 mois
TCER						
Global	96,5	92,4	91,9	-0,5%	-4,7%	-5,1%
Pays UEMOA	94,4	97,0	96,7	-0,3%	2,5%	1,5%
Pays africains hors UEMOA	103,0	91,1	90,2	-0,9%	-12,4%	-12,4%
Zone EURO	99,7	96,7	96,4	-0,4%	-3,4%	-3,6%
Pays industrialisés hors EURO	90,2	86,2	85,8	-0,5%	-4,9%	-5,6%
TCEN						
Global	120,1	118,5	118,4	-0,1%	-1,4%	-1,6%
Pays africains hors UEMOA	220,9	207,1	206,1	-0,5%	-6,7%	-6,3%
Pays industrialisés hors EURO	121,4	120,2	120,1	0,0%	-1,1%	3,9%
Prix intérieurs	120,9	121,9	122,2	0,20%	1,1%	0,6%
Prix extérieurs						
Global	150,5	156,4	157,4	0,6%	4,4%	4,1%
Pays UEMOA	128,1	125,7	126,3	0,5%	-1,4%	-0,8%
Pays africains hors UEMOA	259,2	277,2	279,0	0,7%	7,6%	7,6%
Zone EURO	121,2	126,0	126,8	0,6%	4,6%	4,4%
Pays industrialisés hors EURO	162,8	169,9	171,1	0,7%	5,1%	4,5%

Source: DPEE

ECHANGES AVEC L'EXTERIEUR:**Dégradation du déficit commercial en avril 2019**

graduation de 56,0 milliards par rapport au mois de mars 2019. Cette situation traduit une baisse des exportations (-45,4 milliards) conjuguée à une progression des importations de biens (+12,1 milliards). Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations est passé de 65,6% au mois de mars 2019 à 49,0% en avril 2019.

Repli des exportations en avril 2019

Les exportations de biens sont évaluées à 157,9 milliards en avril 2019 contre 203,3 milliards au mois précédent, soit un repli de 22,3% (-45,4 milliards). Cette situation reflète une contraction des ventes à l'extérieur de produits pétroliers (-26,0 milliards), d'or non monétaire (-15,2 milliards), d'acide phosphorique (-7,2 milliards), d'«engrais minéraux et chimiques» (-5,7 milliards) et, dans une moindre mesure, de ciment (-0,8 milliard). En revanche, des progressions respectives des exportations de produits alimentaires (+7,6 milliards), titane (+4,6 milliards) et zircon (+1,4 milliard) sont enregistrées. S'agissant des exportations de produits alimentaires, la progression observée est, essentiellement, liée aux produits arachidières (+10,0 milliards).

Comparativement à la même période de 2018, les exportations de biens se sont confortées de 31,9% (+38,2 milliards) en avril 2019, en liaison avec les produits alimentaires (+25,7 milliards), l'acide phosphorique (+4,6 milliards), l'or brut (+2,0 milliards), le zircon (2,0 milliards) et le titane (1,7 milliard). La hausse, en glissement annuel, des exportations de produits alimentaires est, essentiellement, due aux produits arachidières (+22,2 milliards) et halieutiques (+2,8 milliards). Par contre, les exportations de ciment et de produits pétroliers se sont respectivement repliées de 2,1 et 0,4 milliard.

En cumul, sur les quatre (04) premiers mois de l'année 2019, les exportations de biens se sont confortées de 41,5% (+209,3 milliards), en glissement annuel, portées par les produits alimentaires (+76,0 milliards), l'acide phosphorique (+46,8 milliards), l'or brut (+43,3 milliards), les produits pétroliers (+14,4 milliards), les «engrais minéraux et chimiques» (+8,7 milliards), le titane (+8,5 milliards) et le zircon (+7,4 milliards). Cependant, les exportations de ciment se sont inscrites en baisse de 5,7 milliards sur la période.

Vers les pays de l'UEMOA, les exportations du Sénégal sont estimées à 30,0 milliards au mois d'avril 2019 contre 37,1 milliards au mois précédent, soit un recul de 19,2% (-7,1 milliards). Elles ont représenté 19,0% de la valeur totale des exportations de marchandises au titre du mois d'avril 2019 contre 18,2% un mois auparavant. La part des produits acheminés vers le Mali, principale destination des exportations du Sénégal dans l'Union, est passée de 53,4% à 41,2% sur la période. Au mois d'avril 2019, le ciment est le principal produit exporté vers le Mali avec une part évaluée à 31,6%.

Au mois d'avril 2019, les échanges extérieurs du Sénégal révèlent un solde commercial déficitaire de 125,6 milliards, en dé-

graduation de 56,0 milliards par rapport au mois de mars 2019. Cette situation traduit une baisse des exportations (-45,4 milliards) conjuguée à une progression des importations de biens (+12,1 milliards). Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations est passé de 65,6% au mois de mars 2019 à 49,0% en avril 2019.

Hausse des importations en avril 2019

Les importations de biens sont passées de 310,1 milliards au mois de mars 2019 à 322,2 milliards en avril 2019, se confortant de 3,9% (+12,1 milliards). Ce résultat est attribuable aux produits alimentaires (+13,2 milliards) et pétroliers (+12,5 milliards). Au titre des importations de produits alimentaires, le raffermissement relevé est imputable au riz (+6,1 milliards), au maïs (+3,4 milliards) et au «froment et méteil» (+2,3 milliards). Pour sa part, l'accroissement des importations de produits pétroliers est tiré par les huiles brutes de pétrole (+21,8 milliards), les achats de pétrole raffiné ayant reculé (-9,3 milliards) sur la période. Par ailleurs, les importations de «machines, appareils et moteurs» et de «véhicules, matériels de transport et de pièces détachées automobiles» se sont respectivement contractées de 15,4 milliards et 6,1 milliards.

En glissement annuel, les importations de biens se sont accrues de 19,5% (+52,7 milliards) en avril 2019, notamment portées par les produits pétroliers (+20,7 milliards), les produits alimentaires (+13,2 milliards), les «machines, appareils et moteurs» (+5,1 milliards), les produits pharmaceutiques (+4,0 milliards) et les «véhicules, matériels de transport et de pièces détachées automobiles» (+1,8 milliard). La consolidation des importations de produits pétroliers est attribuable aux huiles brutes de pétrole (+21,4 milliards) alors que celle des produits alimentaires est principalement tirée par le riz (+5,7 milliards), le maïs (+3,4 milliards) et le froment et méteil (+1,3 milliard).

Sur les quatre (04) premiers mois de 2019, les importations de biens ont augmenté de 75,5 milliards, comparativement à la même période en 2018, pour se situer à 1 287,6 milliards. Cette évolution est portée par les «machines, appareils et moteurs» (+17,6 milliards), les produits pétroliers (+12,6 milliards), les «véhicules, matériels de transport et de pièces détachées automobiles» (+12,0 milliards), les produits alimentaires (+5,6 milliards) et pharmaceutiques (+4,3 milliards).

En provenance des pays de l'UEMOA, les importations de biens sont évaluées à 8,5 milliards en avril 2019 contre 9,3 milliards au mois précédent, soit une baisse de 0,7 milliard. Elles ont représenté 2,6% de la valeur totale des importations de biens du mois d'avril 2019 contre 3,0% au mois précédent. La Côte d'Ivoire demeure le principal fournisseur du Sénégal au sein de la zone, avec une part évaluée à 69,4% en avril 2019 contre 48,7% un mois auparavant. Les achats en provenance de ce pays sont principalement constitués d'«huiles, graisses animales et végétales» et de «bois et ouvrages en bois», avec des parts respectives de 17,7 % et 10,2%.

Tableau 10: Exportations en valeur (millions de FCFA)

EXPORTATIONS (en millions)	2018	2019		Variations relatives	
		Avr. (1)	Mars. (2)	Avril. (3)	Mens. (3)/(2)
PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTES					
PRODUITS ALIMENTAIRES	37 496,1	55 664,5	63 226,5	13,6%	68,6%
- PRODUITS HALIEUTIQUES	22 240,5	24 432,8	25 051,1	2,5%	12,6%
- LEGUMES FRAIS	3 072,1	5 861,7	3 291,9	-43,8%	7,2%
- PREPARATIONS DE SOUPES, POTAGES, BOUILLONS	4 036	5 798	5 589	-3,6%	38,5%
- PRODUITS ARACHIDIERS	4 415,2	16 652,3	26 639,1	60,0%	503,4%
CIMENT HYDRAULIQUE	7 264,3	5 925,2	5 119,1	-13,6%	-29,5%
PRODUITS PETROLIERS	5 954,9	31 564,7	5 565,8	-82,4%	-6,5%
ENGRAIS MINERAUX ET CHIMIQUES	158,8	6 530,6	834,5	-87,2%	425,5%
ACIDE PHOSPHORIQUE	11 205,5	22 954,8	15 774,4	-31,3%	40,8%
ZIRCON	3 292,7	3 895,3	5 269,9	35,3%	60,0%
OR BRUT	22 508,8	39 770,3	24 525,8	-38,3%	9,0%
TITANE	3 355,9	409,3	5 026,4	1128,0%	49,8%
TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS	91 237,0	166 714,7	125 342,4	-24,8%	37,4%
AUTRES PRODUITS	28 441,8	36 551,9	32 525,5	-11,0%	14,4%
TOTAL	119 678,8	203 266,6	157 867,9	-22,3%	31,9%

Source: ANSD

Tableau 11: Importations en valeur (millions de FCFA)

IMPORTATIONS (en millions de FCFA)	2018	2019		Variations relatives	
		Avril. (1)	Mars. (2)	Avril. (3)	(3)/(2)
PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTES					
PRODUITS ALIMENTAIRES	44 437	44 384	57 594	29,8%	29,6%
- FRUITS ET LEGUMES COMESTIBLES	2 557	3 343	4 231	26,6%	65,5%
- FROMENT ET METEIL	5 945	4 960	7 256	46,3%	22,1%
- MAIS	1 428	1 418	4 785	237,5%	235,0%
- RIZ	16 916	16 504	22 566	36,7%	33,4%
- HUILES ET GRAISSES ANIMALES ET VEGETALES	6 861	8 869	8 090	-8,8%	17,9%
- AUTRES PRODUITS	10 730	9 290	10 666	14,8%	-0,6%
PRODUITS PETROLIERS	33 247	41 461	53 990	30,2%	62,4%
- HUILES BRUTES DE PETROLE	380	-	21 783	0,0%	5625,9%
- AUTRES PRODUITS PETROLIERS	32 867	41 461	32 207	-22,3%	-2,0%
PRODUITS PHARMACEUTIQUES	7 778	11 771	11 755	-0,1%	51,1%
MACHINES, APPAREILS & MOTEURS	35 225	55 793	40 365	-27,7%	14,6%
VEHICULES, MATERIEL TRANSP. & PIECES DETACHEES AUTO	26 717	34 643	28 556	-17,6%	6,9%
TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS	147 403	188 051	192 260	2,2%	30,4%
AUTRES PRODUITS	122 078	122 006	129 899	6,5%	6,4%
TOTAL	269 482	310 057	322 158	3,9%	19,5%

Source: ANSD

FINANCES PUBLIQUES:

En effet, les ressources et dons mobilisés à fin avril 2019 sont évaluées à 719,8 milliards contre 673,1 milliards un an auparavant, soit une hausse de 6,9% qui reflète l'augmentation des recettes budgétaires, partiellement contrebalancée par le repli des dons. S'agissant des dépenses, elles sont évaluées à 1220 milliards à fin avril 2019, se renforçant de 26,3% par rapport à la même période un an auparavant. Au total, le solde budgétaire, dons compris, est évalué en déficit de 500,2 milliards à fin avril 2019 contre un déficit de 292,8 milliards un an plus tôt.

Hausse des ressources budgétaires

Les ressources (719,8 milliards) sont constituées de recettes budgétaires à hauteur de 680,7 milliards et de dons pour 39,1 milliards. En glissement annuel, elles ont progressé de 46,7 milliards (+6,9%) en liaison avec les recettes budgétaires (+70,8 milliards). Les dons ont, pour leur part, diminué de 14,4 milliards pour se situer à 39,1 milliards à fin avril 2019.

La progression des recettes budgétaires est, principalement, attribuable à leur composante fiscale (658,9 milliards) qui s'est confortée de 12,6%, à la fois portée par les impôts indirects (+17,1%) et directs (+6,3%). Concernant les impôts indirects, leur accroissement est essentiellement due aux bonnes performances des recouvrements (droits et taxes) au cordon douanier (+33,5 milliards ou +17,7%) et de la taxe spécifique pétrole (+20,1 milliards ou +91,6%). Aux titres des impôts directs, un raffermissement de 12,8 milliards est noté, tiré par l'impôt sur le revenu (130,4 milliards) qui s'est accru de 12,9%. Toutefois, la bonne orientation des recettes budgétaires a été atténuée par les replis respectifs des recouvrements de la TVA intérieure hors pétrole (75,4 milliards) et des dividendes (5 milliards) de 12,4 milliards et 2,1 milliards.

Exécution soutenue des dépenses publiques

Les dépenses budgétaires sont, quant à elles, évaluées à 1220 milliards à fin avril 2019 contre 965,9 milliards un an auparavant, soit une progression de 254,1 milliards (+26,3%), imputable aux augmentations simultanées de leurs composantes courantes (+24,5%) et en capital (+29%).

Les dépenses courantes sont estimées à 722 milliards. Elles ont progressé de 142,2 milliards en liaison avec la masse salariale (243,6 milliards), les charges de fonctionnement (348,2 milliards) et les intérêts sur la dette publique (130,3 milliards) qui ont respectivement crû de 16,3%, 25,7% et 39,3%. Pour ce qui est de l'augmentation des charges de fonctionnement, elle est liée à l'organisation des élections de février 2019 et aux transferts et subventions. Pour sa part, l'accroissement des charges d'intérêt traduit l'échéance de l'Eurobond.

Concernant les dépenses en capital, elles sont, à la fois, portées par les investissements sur ressources intérieures (265,7 milliards) et extérieures (232,2 milliards) qui se sont respectivement accrus de 19,6% et 41,7%.

MONNAIE ET CREDIT:

A fin mars 2019, la situation estimée des institutions de dépôts, comparée à celle de la fin du mois précédent, fait ressortir une expansion de la masse monétaire. En contrepartie, une diminution des actifs extérieurs nets et un renforcement de l'encours des créances intérieures sont notés.

Expansion de la masse monétaire en mars 2019

La masse monétaire a progressé de 47,1 milliards, en variation mensuelle, pour atteindre 5204 milliards, à fin mars 2019. Cette évolution est perceptible à travers les dépôts transférables qui ont augmenté de 74,5 milliards pour s'établir à 2340 milliards. Pour sa part, la circulation fiduciaire (billets et pièces hors banques) a baissé de 3,5 milliards pour ressortir à 1251,3 milliards. Quant aux autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1612,7 milliards), ils sont également en baisse de 23,9 milliards sur la période. Sur un an, la liquidité globale de l'économie est en expansion de 484,4 milliards ou 10,3%, à fin mars 2019.

Diminution des actifs extérieurs nets en mars 2019

Les actifs extérieurs nets des institutions de dépôts sont évalués à 1751,1 milliards à fin mars 2019, en

baisse de 96 milliards ou 5,2% par rapport à la fin du mois précédent. Cette situation est imputable aussi bien à la Banque centrale dont la position extérieure nette s'est détériorée de 84,9 milliards pour s'établir à 1170,7 milliards qu'aux banques primaires qui ont enregistré une diminution de 11,1 milliards de leurs actifs extérieurs nets (580,4 milliards). Comparativement à fin mars 2018, les actifs extérieurs nets des institutions de dépôts ont fléchi de 447,2 milliards ou 20,3%, à fin mars 2019.

Renforcement de l'encours des créances intérieures en mars 2019

L'encours des créances intérieures des institutions de dépôts s'est renforcé de 66 milliards, entre fin février et fin mars 2019, pour se situer à 4682,5 milliards, en liaison avec l'accroissement (+98,6 milliards) des crédits nets à l'administration centrale (554,4 milliards). Pour leur part, les créances sur le secteur privé ont reculé de 32,7 milliards, en variation mensuelle, pour ressortir à 4128 milliards. En glissement annuel, l'encours des créances intérieures des institutions de dépôts s'est conforté de 843,3 milliards ou 22%, à fin mars 2019.

Tableau 12: Situation monétaire intégrée (en milliards de FCFA)

	Mars. 18 (1)	Fév. 19 (2)	Mars. 19 (3)	Variation absolue (3)/(2)	Variation relative (3)/(2)	Variation absolue (3)/(1)	Variation relative (3)/(1)
Masse monétaire (M2)	4719,6	5156,9	5204,0	47,1	0,9%	484,4	10,3%
Circulation fiduciaire	1080,0	1254,8	1251,3	-3,5	-0,3%	171,3	15,9%
Dépôts transférables	2119,3	2265,5	2340,0	74,5	3,3%	220,7	10,4%
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1520,3	1636,6	1612,7	-23,9	-1,5%	92,4	6,1%
Actifs extérieurs nets	2198,3	1847,1	1751,1	-96,0	-5,2%	-447,2	-20,3%
BCEAO	1758,8	1255,6	1170,7	-84,9	-6,8%	-588,1	-33,4%
Banques	439,5	591,5	580,4	-11,1	-1,9%	140,9	32,1%
Créances intérieures	3839,2	4616,5	4682,5	66,0	1,4%	843,3	22,0%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	-144,1	455,8	554,4	98,6	21,6%	698,5	484,7%
Créances sur les autres secteurs	3983,2	4160,7	4128,0	-32,7	-0,8%	144,8	3,6%

Source: BCEAO

ANNEXES :

PRIMAIRE	2018	2019		Variations (%)	
	avril	mars	avril	Mens.	Gliss.
ABATTAGES CONTROLES (tonnes)	2 302	2 491,50	2 537,00	1,8	10,2
PECHE (en tonnes)	51 564	48 174,86	66 364,82	37,8	28,7
pêche industrielle	16627	17 366,00	20 408,00	17,5	22,7
pêche artisanale*	34936,7	30 808,90	45 956,80	49,2	31,5
SECONDAIRE					
PHOSPHATES (en 1000 tonnes)	175,6	180,7	119,5	-33,8	-31,9
PRODUITS ARACHIDIERS (1000 tonnes)	3,3	6	5,9	-0,7	76,7
huile brute	1,2	3,13	2,87	-8,2	137,3
huile raffinée	-	0,2	1,19	649,7	
Ventes ELECTRICITE: en millions de kwh	243,3	269,9	272,1	0,8	11,8
basse tension	146,3	165,16	166,32	0,7	13,7
moyenne tension	76,4	83,78	84,9	1,3	11,1
haute tension	20,6	19,8	19,54	-1,3	-5,1
CIMENT (1000 tonnes)					
Production	596,4	590,7	564,1	-4,5	-5,4
Ventes locales	410,4	458,8	442,6	-3,5	7,9
PRODUITS chimiques (1000 tonnes)					
Acide phosphorique	31,6	33,3	32,67	-1,9	3,4
Engrais solides	16,6	22,07	16,18	-26,7	-2,7
SEL: (Production en tonnes)	19 654,00	26 265,00	23 749,00	-9,6	20,8

TERTIAIRE	2018	2019		Variations (%)	
	avril	mars	avril	Mens.	Gliss.
MOUVEMENTS D'AERONEFS*	2 515	2 819	2 791	-1	11
TOTAL PASSAGERS*	202 882	218 760	218 613	-0,1	7,8
Départs (nombre)	98 758	110 721	110 494	-0,2	11,9
Arrivées (nombre)	89 279	94 405	94 612	0,2	6
En transit (nombre)	14 845	13 634	13 507	-0,9	-9
TOTAL FRET*	3 350	3 522	3 523	0	5,2
Départs (tonnes)	1 491	1 690	1 686	-0,2	13,1
Arrivées (tonnes)	1 859	1 833	1 837	0,2	-1,2
TRAFIC MARITIME (en 1000 tonnes)					
Total embarquements	408,5	476,3	506,8	6,4	24,1
Total débarquements	1 429,10	1 325,77	1 366,41	3,1	-4,4
TRAFIC FERROVIAIRE					
Trafic voyageurs du PTB (nbre)*	85 724,00	63 731,00	55 486,00	-12,9	-35,3
Trafic intern de marchandises (en tonnes) **	-				
FINANCES PUBLIQUES					
RECETTES BUDGETAIRES	148,2	174,7	169,4	-3	14,3
Recettes fiscales	144,8	156,6	168,3	7,5	16,2
Recettes non fiscales	3,4	18,1	1,1	-93,9	-67,6

*: données provisoires

*= données provisoires en avril 2019

SERV. DETTE TOTALE (en milliards FCFA)	T118	T418	T119	TRIMESTRIELLE	GLISSEMENT
principal	29,5	121,0	34,6	-71,40	17,25
intérêts et commissions	50,2	210,3	97,6	-53,60	94,42

**= Suspension du trafic depuis le 21/06/2017 à la suite des pluies diluviennes ayant emporté le pont PK 698+242

T: trimestre